

Le budget—M. Wagner

modérée qui a protégé et nourri la croissance et le développement de notre pays. Soyons toujours résolus à éviter que les petits hommes d'en face nous désunissent jamais.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, il est dit dans une chanson de Bécaud que l'on connaît bien: On prend toujours un train pour quelque part. Et le train des mesures de soutien du budget du 18 novembre mène tout droit au sabotage du régime confédératif.

Je veux m'arrêter particulièrement à l'empiètement fédéral sur le domaine des richesses naturelles, car il s'agit d'un véritable empiètement, d'un nouvel empiètement.

Après avoir songé à s'immiscer dans le domaine des marchés boursiers, après avoir lancé, par ses projets URBEEX, une offensive générale en matière d'aménagement urbain, tenté de faire main basse sur les revenus qui peuvent découler de l'exploitation de gisements miniers sous-marins, il devient centralisateur à outrance à certains chapitres du dossier des communications, s'appropriant graduellement des juridictions en matière proprement culturelle, intervenant au niveau de l'aménagement du territoire par ses programmes communautaires ou autres, et quoi encore. Le gouvernement fédéral actuel, cette fois, décide d'affronter délibérément et cavalièrement les gouvernements provinciaux, par son imposition du secteur des ressources.

En affirmant brutalement que les redevances, impôts et autres paiements versés aux gouvernements provinciaux ne seront plus déductibles dans le calcul du revenu imposable au niveau fédéral, le gouvernement fédéral actuel viole lui-même l'accord énergétique national intervenu en mars dernier, ou à tout le moins met en péril la survie du consensus national au nom de l'équité entre l'Est et l'Ouest.

Bien sûr, il trompe d'abord ainsi la bonne foi des provinces productrices de l'Alberta et de la Saskatchewan. Mais, du même souffle, il s'attire la colère de l'ensemble des premiers ministres du pays. Le gouvernement, par son atteinte à l'esprit et à la lettre de l'article 109 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, ouvre la porte à un conflit constitutionnel majeur et qui aura une portée décisive. Déjà les réactions pleuvent et, j'en fais grâce à la Chambre. Au fait, elles viennent de tous les coins du pays.

Il est également clair qu'Ottawa cherche un affrontement et qu'il le trouvera.

Assurément, le gouvernement fédéral actuel, en plus de surseoir aux délais qu'il impose lui-même dans la formulation de la politique promise et attendue, ce qui est évident si l'on considère le bill C-32, et avec le nouveau budget, veut et cherche une épreuve de force. Chose certaine, en voulût-il une, qu'il ne procéderait pas autrement.

De par la volonté de son gouvernement de ne plus accepter les redevances payées aux provinces, déductibles pour fins d'impôt fédéral, le premier ministre du pays a fait preuve de son impuissance à bâtir l'avenir de plus en plus complexe du Canada. Peut-être n'y est-il plus intéressé d'ailleurs?

Nous voilà, au Canada, monsieur le président, avec un premier ministre présumément élu en 1968 pour affermir l'unité nationale, qui parle de portefeuille quand il parle d'une politique qui risque de mener la Confédération au bord de l'abîme.

C'est sous le même premier ministre qui se targuait de mater le Parti québécois, de «faire faire mal» à de jeunes

[M. Wagner.]

Québécois devenus impatients, et qui a été élu au départ à cause de cela, que le Québec a vu monter en flèche le mouvement indépendantiste québécois. Il n'a pas plus réussi à mater le PQ, qu'il n'a réussi et qu'il ne veut réussir à mater l'inflation. C'est sous ce même premier ministre que le phénomène de l'aliénation de l'Ouest s'accroît.

Le premier ministre actuel, paradoxal, cynique, machiavélique, aurait choisi de vouloir faire la preuve de la non-viabilité de la Confédération, qu'il ne procéderait pas autrement.

Le ministre des Finances, par son orientation unilatérale en matière d'imposition des ressources, a raté une belle occasion à la fois de stimuler l'exportation et de détendre les rapports fédéraux-provinciaux.

Le cheval de Troie que devient le programme de péréquation—on parle de 253 millions de dollars de plus pour le Québec, mais ce n'est pas certain—ne doit pas «endormir» ni les gouvernements provinciaux ni les autorités responsables. Le coup du cheval de Troie dans l'histoire, une fois c'est assez.

Avant de conclure, car je ne répéterai pas ici des points qui seraient pertinents au débat que j'ai eu l'occasion d'exprimer amplement le 4 novembre dernier, je veux croire que le gouvernement québécois en particulier ne sera pas disposé à vendre ses droits. Qu'il sache se rendre compte qu'un jour ce pourra être son tour. Qu'il n'attende pas pour réagir fermement, officiellement et publiquement. Qu'il n'attende pas que le gouvernement fédéral lorgne du côté des richesses hydro-électriques ou minières du Québec. Les prétentions, et à plus forte raison les aspirations légitimes à quelque «souveraineté», à l'obtention de pouvoirs accrus, cela doit résister aux millions fédéraux.

Monsieur le président, pour la première fois peut-être dans l'histoire de notre pays, les gouvernements provinciaux doivent comprendre et utiliser l'arme d'une solidarité à la fois désintéressée, totale et ouverte au besoin sur le compromis acceptable, devant un gouvernement central qui, lui, nous semble atteint d'affolement politique, et pour qui la réélection récente s'avère déjà le plus mauvais service des années modernes que se soient rendu les Canadiens.

● (1650)

[Traduction]

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, nous délibérons sur le budget à un moment où le monde est accablé par les pires problèmes du moins depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud, des centaines de milliers, sinon des millions, de personnes risquent de mourir de faim. Dans le monde industrialisé, en Amérique du Nord, en Europe occidentale et au Japon, la récession s'annonce ou existe déjà. L'Italie et la Grande-Bretagne sont en proie à des crises financières sans précédent chez eux depuis deux cents ans. Le Japon, ce miracle du deuxième après-guerre, est plongé dans une situation de chômage et de forte accélération des coûts dont il ne sait comment se sortir. La récession s'installe chez notre voisin au sud, les États-Unis, de tous les pays celui où nous vendons le plus et d'où nous importons le plus.